



CHATEAUBOURG
SAINT-MELAINE/BROONS-SUR-VILAINE

Publié sur www.chateaubourg.fr le 6/11/23

VILLE DE CHATEAUBOURG – DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 31/10/2023

N° 319- 2023

**INTERDISANT L'ACCÈS DANS LES PARCS PUBLIC BEL AIR, IFFELDORF ET PASTEUR
DANS LE CADRE DE LA TEMPÊTE CIARIAN**

Le Maire de CHATEAUBOURG :

VU l'urgence;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU le Code de la Route annexé à l'Ordonnance n° 58.1216 et au Décret n° 58.1217 du 15 décembre 1958;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation Routière;

VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment son livre (8ème partie du 15 juillet 1974);

VU les risques encourus par l'annonce de la tempête CIARIAN sur la Bretagne avec de très fortes rafales attendues;

CONSIDÉRANT qu'il y a nécessité d'interdire l'accès aux parcs publics sur le secteur de Châteaubourg afin de prévenir les accidents liés aux chutes d'arbres et de branches;

CONSIDÉRANT que cette restriction s'impose du mercredi 1^{er} novembre 2023 de 20h00 et ce jusqu'à nouvel ordre, afin de préserver la sécurité et l'intégrité physique des personnes;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'accès aux parcs publics Bel Air, Pasteur et Iffeldorf de Châteaubourg seront interdits au public du mercredi 1^{er} novembre 2023 de 20h00 et ce jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 2 : La présente réglementation sera effective dès la mise en place de la signalisation par les services techniques.

ARTICLE 3 : La directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Châteaubourg, Monsieur le responsable de la Police Municipale, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châteaubourg, le 31 octobre 2023

LE MAIRE,

Teddy RÉGNIER

Affiché en Mairie le :

Pour le Maire,

Sarah BAZIN

Responsable Éducation



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.